

UN MANUEL POUR L'EQUIPE DE SURVEILLANCE DE  
L'INDUSTRIE DU TABAC



# L'Ingérence de L'industrie du Tabac dans la Lutte Antitabac

## SÉNÉGAL







Nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'épidémie du tabagisme se déplace vers les pays en voie de développement dont, certains, moins dotés de ressources se trouvent dans l'incapacité de contrer l'exploitation de nouveaux marchés par l'industrie du tabac qui, s'ingère souvent dans l'élaboration des politiques de santé publique



**Dr Vera Luiza da Costa e Silva**

Ancienne Cheffe du Secrétariat de la Convention-cadre de  
l'OMS pour la lutte antitabac

# Tables des matières

Introduction	6
Les Principales Tactiques d'Ingérence de l'Industrie du Tabac et Cas d'Étude	7
1    Forger des alliances	8
2    Défier la santé publique	9
3    Saper une recherche credible	10
4    Lobbying	11
5    Rendre difficile l'élaboration des politiques	12
6    Litige	13
7    Faciliter la contrebande	14
8    Responsabilité sociale des entreprises	15
Cas d'Ingérence de l'Industrie du Tabac et Réponse de la Société Civile	17
-    Opération de charme avec un projet sur l'autonomisation de la femme	18
-    Organisation d'un diner de dissuasion à l'endroit des députés pour influencer le vote sur la loi antitabac	19
-    Inauguration d'une usine de production du tabac : l'action du gouvernement lors de la cérémonie fustigée par la société civile	20
Feuille de route de l'adoption/domestication de la CCLAT	21



**Le seul objectif de l'industrie du tabac** est de réaliser des profits, même si cela se fait au détriment de la santé et du bien-être de la population.

# INTRODUCTION

**La principale préoccupation de l'industrie du tabac** est de tirer profit de ses activités, tandis que l'objectif principal des gouvernements du monde entier est de protéger et de préserver la vie des citoyens.

**Ces deux objectifs étant inconciliables**, l'industrie du tabac utilise de nombreuses tactiques pour retarder ou bloquer l'adoption de mesures fortes visant à protéger les populations contre les conséquences mortelles du tabac. Lorsque l'industrie ne parvient pas à bloquer ces politiques, elle fait tout son possible pour les affaiblir à son avantage. Parfois, lorsque cela devient même impossible pour l'industrie d'avoir gain de cause, elle a tendance à ignorer et à aller à l'encontre de ces mesures, à juste titre. Ces tactiques de l'industrie du tabac sont généralement contraires à l'éthique et, dans la plupart des cas, illégales.

## Industrie du tabac désigne :

- **tout fabricant, distributeur**, en gros importateur de tabac ou de produits du tabac;
- **toute société mère, filiale ou succursale** d'un fabricant de tabac ou de produits du tabac, d'un distributeur en gros, d'un importateur, d'un détaillant;
- **toute personne ou entité, telle que, mais sans s'y limiter**, un groupe d'intérêt, un groupe de réflexion, une organisation de défense, un avocat, un cabinet juridique, un scientifique, un lobbyiste, une agence de relations publiques et/ou de publicité, une entreprise ou une fondation, qui représente ou contribue à la promotion des intérêts de l'industrie du tabac.

La compréhension des pratiques de l'industrie du tabac est cruciale pour le succès des politiques de lutte antitabac. Il est également important de comprendre que les produits du tabac sont les seuls produits légalement disponibles qui peuvent tuer jusqu'à la moitié de leurs utilisateurs réguliers s'ils sont consommés comme prévu par le fabricant.

# Les Principales Tactiques d'Ingérence de l'Industrie du Tabac et Cas d'Étude

Adapté de "CROOKED NINE - Nine ways the tobacco industry undermines health policy" par le mouvement de lutte contre les Organisations de Tabac et Produits dérivés du Tabac (Stopping Tobacco Organizations and Products: STOP) – Septembre 2019.

## FORGER DES ALLIANCES

### L'INDUSTRIE CRÉE DES ALLIANCES ET DES GROUPES DE FAÇADE POUR REPRÉSENTER SES INTÉRÊTS (LA "TECHNIQUE DU TIERS")

Le tabac tue plus de 8 millions de personnes chaque année, ce qui rend l'industrie du tabac indigne de confiance. En conséquence, l'industrie cherche d'autres personnes pour présenter son cas. L'objectif évident de cette démarche est à la fois de donner l'impression que la position de l'industrie est largement soutenue et de présenter ses arguments par l'intermédiaire d'organisations et de personnes considérées comme crédibles et indépendantes.

Pour ce faire, l'industrie procède de la manière suivante:



**Construire des réseaux**  
au sein de l'industrie pour faire pression en sa faveur



**Former des alliances**  
avec d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement du tabac



**Obtenir le soutien**  
de diverses organisations externes



**Opérer par**  
l'intermédiaire de "messagers" tiers établis



**Établir des relations**  
à long terme avec les propriétaires, les gestionnaires et les journalistes pour permettre une plus grande utilisation des médias

## PHILIP MORRIS A FINANCÉ LA " FOUNDATION FOR A SMOKE-FREE WORLD " À HAUTEUR D'UN MILLIARD DE DOLLARS SUR 12 ANS

Dans un effort pour convaincre le monde qu'il est engagé dans un "avenir sans fumée", Philip Morris International (PMI) a créé « Foundation for a Smoke-Free World » en 2017 dans le but supposé d'améliorer "la santé mondiale en mettant fin au tabagisme dans cette génération". Elle est exclusivement financée par « PMI » avec un budget massif d'un milliard de dollars sur 12 ans.

La fondation fait partie intégrante de la stratégie d'entreprise du PMI et s'inscrit parfaitement dans la longue tradition du PMI de manipuler le débat sur le tabagisme et la santé et d'utiliser les fonds de recherche pour retarder l'action des gouvernements. Elle a déjà commandé des recherches et des sondages, approché de nombreux responsables politiques et fait des dons à des organismes de recherche. Toute sa prémisse, et la stratégie de marketing qui la sous-tend, repose sur l'image d'une entreprise qui s'engage en faveur de la santé, même si elle continue à commercialiser et à vendre des produits mortels.



# DÉFIER LA SANTÉ PUBLIQUE

## L'INDUSTRIE TENTE DE FRAGMENTER LA COMMUNAUTÉ DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE SUPPRIMER LES INFORMATIONS CRÉDIBLES

Depuis que la lutte antitabac est devenue une question de santé publique courante, l'industrie du tabac tente de plus en plus de saper la force et la légitimité de la communauté de la santé publique. L'industrie discrédite, sape et tente de supprimer les informations de santé publique sur les méfaits des produits du tabac et les interventions efficaces de lutte contre le tabagisme.

L'industrie y parvient:



### En identifiant et isoler

les personnes et les organisations clés et saper leur réputation



### En "neutralisant"

les organisations qui pourraient autrement soutenir les mesures de lutte contre le tabagisme en faisant des dons stratégiques



### En tentant de

supprimer la publication de preuves en matière de santé publique, en demandant des injonctions judiciaires au motif que l'étude est "trompeuse et mensongère"



### En tentant d'empêcher

la presse de recevoir des informations sur la santé publique, et en interférant avec les articles des journalistes



### En engageant des

(chercheurs, cabinets comptables, cabinets d'avocats) pour critiquer la recherche et l'information en matière de santé publique afin d'en diminuer l'impact.

## TENTATIVE DE NEUTRALISATION À L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'industrie a fait des dons aux agences des Nations unies, notamment à l'Organisation internationale du travail (OIT). « The Eliminating Child Labour in Tobacco Growing Foundation », qui est entièrement financée par l'industrie du tabac, a versé 5 millions de dollars à l'OIT, et Japan Tobacco International y a contribué à hauteur de 10 millions de dollars. Ce partenariat contribue à donner une image de crédibilité à l'industrie du tabac. Il a fallu une campagne internationale pour attirer l'attention sur la question et la décision d'accepter le financement de l'industrie a été reportée trois fois par le conseil d'administration de l'OIT avant qu'une décision ne soit finalement prise en novembre 2018 de ne pas renouveler les contrats avec l'industrie.

## SAPER UNE RECHERCHE CREDIBLE

### L'INDUSTRIE PRODUIT ET DIFFUSE DES RECHERCHES ET DES INFORMATIONS TROMPEUSES POUR AFFIRMER SES ALLÉGATIONS

Des dizaines de milliers d'articles de recherche fournissent des preuves scientifiques des effets nocifs du tabagisme. Par conséquent, la pression s'accroît sur l'industrie du tabac pour qu'elle fournisse des arguments scientifiques en faveur de son affirmation. L'industrie finance donc ses propres études scientifiques. Historiquement, ces efforts se sont concentrés sur la contestation des effets nocifs du tabac. Mais plus récemment, l'industrie a financé et produit des "recherches" et des informations trompeuses visant à affaiblir et à discréditer des politiques de santé publique crédibles et éprouvées.

L'industrie y parvient en procédant comme suit:



#### Produire, parrainer

et diffuser des recherches et des informations trompeuses, qui n'ont pas ou ont très peu de fondement scientifique



#### Recueillir et utiliser

des renseignements sur les activités d'organisations politiques et non gouvernementales pour les compromettre éventuellement



#### Utiliser ces soi-disant

preuves pour exagérer l'importance économique du tabac pour les gouvernements, les employeurs et les secteurs de l'agriculture et de l'hôtellerie



#### Réaliser des sondages

d'opinion publique qui sont empilés pour soutenir ses positions



#### Camouflager les liens

de l'industrie avec la recherche trompeuse pour accroître sa crédibilité



#### Utiliser des porte-parole

tiers pour présenter des informations biaisées aux médias.

## "UTILISATION D'ENQUÊTES D'OPINION PUBLIQUE" TROMPEUSES POUR DÉCOURAGER L'EMBALLAGE ORDINAIRE EN AFRIQUE DU SUD

En juillet 2019, « JapanTobacco International (JTI) » a financé et co-rédigé un rapport qui, selon ses dires, constituait une enquête nationale auprès du public sud-africain, et qu'il a utilisé dans plusieurs articles de presse comme preuve que le public n'était pas favorable à un emballage neutre. Le rapport conclut que "l'opinion du public sud-africain montre un pourcentage élevé de consensus sur le fait qu'il pense qu'un emballage simple est : inutile ; une mauvaise utilisation des ressources gouvernementales ; pas la politique la plus importante ou la plus efficace que le gouvernement devrait mener s'il veut réduire le tabagisme chez les jeunes."

JTI a affirmé que l'enquête sud-africaine a été menée par une société de recherche indépendante, Victory Research. Cependant, des chercheurs du projet "Economics of Tobacco Control" (ECTP) de l'université du Cap ont observé que le rapport ressemblait de façon frappante à un rapport britannique précédent sur les emballages neutres, également financé par JTI. Cette ressemblance soulève des doutes quant à savoir si l'un ou l'autre des rapports a été rédigé indépendamment de JTI. Les chercheurs de l'ECTP ont déclaré : "Il est fallacieux de dire qu'un échantillon de 1014 personnes est "représentatif au niveau national" et ont relevé d'autres aspects défectueux de la recherche, comme le fait de poser des questions biaisées qui ont probablement conduit les personnes interrogées à répondre de la manière souhaitée.

# LOBBYING

## L'INDUSTRIE ENTRE EN CONTACT AVEC LES AUTORITÉS DANS L'INTENTION D'INFLUENCER LES POLITIQUES DE LUTTE ANTITABAC

L'article 5.3 de la CCLAT de l'OMS interdit expressément toute forme de participation de l'industrie du tabac à l'élaboration des politiques de lutte antitabac. Toutefois, dans différents cas, l'industrie s'immisce directement dans les processus et structures d'élaboration des politiques de lutte antitabac et influence les principaux décideurs, ce qui a pour effet de faire échouer, de retarder ou d'affaiblir les politiques de lutte antitabac.

Pour ce faire, l'industrie procède de la manière suivante:



### Garantir l'accès

aux organes législatifs et aux gouvernements grâce à la mise en place et à l'utilisation d'un large éventail de lobbyistes professionnels, de politiciens cooptés et de personnalités publiques pour engager les décideurs politiques dans des discussions sur les solutions proposées par l'industrie



### Permettre et soutenir

les rôles conflictuels (par exemple, un universitaire qui agit à la fois comme consultant de l'industrie du tabac et comme conseiller politique) et les "portes tournantes" (par exemple, le mouvement des personnes entre les rôles d'employés de l'industrie et de législateurs et de bureaucrates)



### Devenir un élément clé

du processus législatif ou décisionnel en recrutant des hommes politiques ou d'autres acteurs au sein du processus politique pour présenter des arguments et promouvoir la position de l'industrie, ou en plaçant des employés de l'industrie du tabac (ou leurs alliés) dans les comités et groupes de travail gouvernementaux concernés



### Utiliser des menaces

qui auraient des conséquences économiques, par exemple pour se retirer d'un accord d'investissement préalablement convenu, retenir des recettes publicitaires ou demander des compensations pour la perte de droits de marque



### Effectuer des paiements

aux partis politiques, aux législateurs, aux ministres et aux candidats politiques, ainsi que payer les frais de représentation, de voyage, de repas et autres frais d'hospitalité

## MENACES DIRECTES DE DOMMAGES ÉCONOMIQUES PAR « BRITISH AMERICAN TOBACCO UGANDA (BAT UGANDA) » EN RÉPONSE AU PROJET DE LOI SUR LA LUTTE ANTITABAC EN OUGANDA

En 2014, BAT Uganda a mené une campagne de lobbying intense pour avertir les membres du Parlement (MP) que le remplacement de la loi en vigueur sur le tabac menaçait les moyens de subsistance de milliers d'agriculteurs. Dans une lettre adressée au parlementaire qui parraine le projet de loi de 2014 sur la lutte antitabac en Ouganda (UTCB), BAT Uganda a déclaré qu'elle ne ferait plus affaire avec les 709 agriculteurs de la circonscription du député qui la parraine et auprès desquels elle achète généralement, affirmant que le projet de loi et un plan connexe d'augmentation des taxes sur le tabac - avait rendu l'arrangement "de moins en moins viable économiquement". La lettre, destinée à menacer le député, conclut en rappelant à ce dernier que la société "demande au gouvernement de reconsidérer les problèmes constatés". La lettre était accompagnée d'une liste des noms des 709 producteurs de tabac de la circonscription du député qui ne recevraient plus le soutien de la compagnie de tabac suite au parrainage du projet de loi sur le tabac par le député.

Cela faisait partie des tentatives de BAT pour faire pression contre le projet de loi ougandais. Par exemple, des sources médiatiques locales affirment également que BAT a rencontré directement les députés concernés pour faire pression sur eux afin qu'ils s'opposent au projet de loi, en affirmant qu'ils ont été "traités comme un cocktail dinatoire" et ont reçu des "indemnités de poche". BAT a également été accusé de chantage par le député responsable de la rédaction et de l'avancement du projet de loi au cours du processus parlementaire.

## RENDRE DIFFICILE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

### L'INDUSTRIE INFLUENCE LES POLITIQUES "EN AMONT" POUR RENDRE PLUS DIFFICILE L'ADOPTION DES RÉGLEMENTATIONS LIÉES À LA SANTÉ PUBLIQUE

Étant donné que les politiques de santé publique entravent effectivement la croissance constante du secteur du tabac, l'industrie du tabac investit massivement dans l'établissement de procédures qui ont une incidence sur les règles et les processus d'élaboration des politiques. Elle tente de façonner le contenu des traités sur le commerce et les investissements afin de rendre plus difficile l'adoption de politiques de santé publique. L'industrie utilise ensuite ces règles d'élaboration des politiques ou d'investissement pour bloquer les politiques de lutte contre le tabagisme, ou pour les influencer et les affaiblir si un arrêt complet n'est pas possible.

Pour ce faire, l'industrie procède de la manière suivante:



#### Veiller à ce que les politiques

de santé publique proposées fassent l'objet d'une évaluation d'impact et d'une consultation des parties prenantes avant de pouvoir être approuvées (via "Mieux légiférer", "Réglementation intelligente" ou des initiatives similaires).



#### Inonder les consultations

des parties prenantes de réponses toutes faites afin de donner une impression trompeuse de l'ampleur de l'opposition à la politique.



#### Utiliser les évaluations d'impact

et les consultations pour soumettre au gouvernement des preuves et des allégations très trompeuses sur les "coûts" des politiques.



#### Influencer le contenu

des traités sur le commerce et l'investissement, par exemple pour protéger les droits de propriété intellectuelle et rendre plus difficile l'adoption d'une législation sur les emballages et plus facile à contester par le biais de mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États.

## TENTATIVE DE DÉTOURNEMENT DU PROCESSUS D'ÉVALUATION DE L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Depuis octobre 2015, tous les projets de politiques en Afrique du Sud doivent faire l'objet d'une évaluation de l'impact socio-économique, qui doit être approuvée par le cabinet. En 2016, le projet « Economics of Tobacco Control (ECTP) » de l'Université du Cap a entrepris l'évaluation de l'impact socio-économique (SEIA) du projet de loi sur le contrôle des produits du tabac et des systèmes de distribution électronique au nom du ministère de la santé.

En 2016, l'Institut sud-africain du tabac, dirigé par l'industrie, a écrit à plusieurs reprises à des politiciens pour leur faire part de ses préoccupations concernant le mandat de l'Economics of Tobacco Control Project en tant que responsable de l'évaluation d'impact. L'Institut du tabac a menacé de contester vivement le résultat s'il ne reflétait pas "l'impact socio-économique sur toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du tabac", et a finalement retardé le processus d'évaluation de l'impact socio-économique en demandant une prolongation.

## LITIGE

### L'INDUSTRIE INTENTE ET MENACE D'INTENTER DES PROCÈS POUR SUSCITER LA PEUR, INFLUENCER ET AFFAIBLIR LES POLITIQUES DE LUTTE ANTITABAC

L'industrie du tabac fera tout son possible pour mettre en difficulté une politique de lutte contre le tabac si elle ne peut pas la bloquer complètement. Un moyen efficace d'y parvenir est le recours aux tribunaux. La plupart des contestations de l'industrie du tabac, que ce soit devant les tribunaux nationaux ou dans le cadre d'accords commerciaux et d'investissement, sont infructueuses, mais elles sont coûteuses, prennent du temps et ont un effet dissuasif sur la réglementation dans d'autres pays. Avec beaucoup d'argent en réserve, l'industrie est toujours enchantée d'employer cette tactique.



#### Elle le fait en menaçant

les gouvernement et en engageant des poursuites judiciaires contre eux pour empêcher l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique, pour ralentir sa progression et pour décourager les gouvernements par crainte des frais de justice. Ces actions comprennent des contestations constitutionnelles, des contestations de marques, et des contestations de traités d'investissement bilatéraux et multilatéraux ou de l'Organisation mondiale du commerce.



### LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN POURSUIVI EN JUSTICE POUR AVOIR TEMPORAIREMENT INTERDIT LA VENTE DE PRODUITS DU TABAC AFIN DE PROTÉGER LES CITOYENS PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

En juin 2020, Fair Trade Independent Tobacco Association (FITA) qui se présente comme « une société indépendante à but non lucratif créée par les fabricants de cigarettes d'Afrique australe qui réclament un environnement commercial équitable - sans harcèlement des concurrents et sans concurrence déloyale » a contesté la décision du gouvernement sud-africain d'interdire temporairement la vente des produits du tabac sur la période du confinement imposée pour réduire la propagation de la COVID-19.

La Haute Cour du North Gauteng a rejeté l'affaire en notant que la décision est conforme aux efforts de la communauté de lutte antitabac pour garantir la santé et le bien-être de la population.

## FACILITER LA CONTREBANDE

### L'INDUSTRIE FACILITE ET CRÉE LA CONFUSION AUTOUR DE LA CONTREBANDE DE TABAC, EN L'UTILISANT POUR LUTTER CONTRE LE TABAGISME

Dans le but de discréditer les mesures de lutte antitabac, notamment l'augmentation des taxes, l'industrie avance toujours l'argument que l'augmentation des taxes entraînera un commerce illicite des produits du tabac. Il est cependant prouvé que les taxes sur le tabac, lorsqu'elles sont augmentées comme le recommande la CCLAT, réduisent considérablement la consommation de tabac et augmentent les recettes publiques. Soit dit en passant, l'industrie du tabac est elle-même connue pour être l'un des principaux facilitateurs du commerce illicite des produits du tabac.

L'industrie y parvient:



#### En utilisant l'existence du

tabac de contrebande comme "preuve" de leur argument selon lequel les politiques de lutte contre le tabac alimentent la contrebande. Ceci est étroitement lié à leur investissement et à leur utilisation de la "recherche" et des informations qui exagèrent la menace du commerce illicite



#### En permettant la

contrebande de tabac. La majorité des cigarettes de contrebande sont des produits des compagnies du tabac elles-mêmes



#### En tentant de

persuader les autorités de réglementation et les services de répression que la contrebande est orchestrée par d'autres, y compris les organisations de crime organisé, en occultant la complicité des grandes compagnies de tabac, malgré les preuves qui démontrent le contraire



#### En contrecarrant les

politiques de lutte contre le tabac, en particulier les augmentations de taxes, en faisant craindre que ces mesures n'accroissent le commerce illicite

## IMPLICATION DE L'INDUSTRIE DU TABAC DANS LA CONTREBANDE DE TABAC AU ROYAUME-UNI ET DANS L'UE

En 2014, « British American Tobacco » a été condamné par les autorités fiscales et douanières britanniques à une amende pour complicité de contrebande de produits de l'entreprise du tabac. Les fabricants du tabac peuvent contourner les systèmes fiscaux des pays où les taxes sur le tabac sont élevées, comme le Royaume-Uni, en surproduisant le tabac sur les marchés étrangers voisins à faible taxation. Les produits excédentaires peuvent se retrouver dans le pays fortement taxé sans que les autorités douanières et fiscales ne reçoivent la part qui leur revient.

Il existe des preuves accablantes de la complicité de longue date de l'industrie du tabac dans de telles pratiques. Le rapport de 2013 du bureau national d'audit (National Audit Office) britannique a déclaré que les autorités fiscales et douanières britanniques étaient "préoccupées par le fait que les livraisons de certaines marques à certains pays sont considérablement plus élevées que la demande locale légitime" et que, en 2011, "l'offre réelle de certaines marques de tabac à rouler à la main dans certains pays dépassait de 240 % la demande légitime".

# RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

## L'INDUSTRIE DU TABAC CHERCHE À GÉRER ET À AMÉLIORER SA RÉPUTATION AFIN D'ACCROÎTRE SA CAPACITÉ À INFLUENCER LA POLITIQUE

L'industrie du tabac a grandement besoin d'une bonne image pour effacer la perception négative qu'une grande partie du monde a d'elle en raison de ses produits mortels. Pour y parvenir, elle a fréquemment recours à des activités de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) pour améliorer sa réputation. Ces activités aident l'industrie à établir sa crédibilité, à créer des opportunités de rencontre avec les décideurs politiques, à éduquer les leaders d'opinion, à établir des partenariats avec des ONG influentes, à développer des alliés qui peuvent communiquer avec les décideurs politiques au nom de l'industrie, et à faire apparaître l'industrie comme une partie importante des efforts de développement ou de réglementation.

Ces efforts, qui attirent généralement une attention considérable des médias, tentent également de dissimuler les préjudices causés à l'industrie et servent à commercialiser l'entreprise et ses marques. Philip Morris International, par exemple, a récemment tenté de se positionner comme la "solution" à l'épidémie de tabagisme par le biais de débats sur la réduction des dommages causés par le tabac et sur des alternatives plus sûres aux cigarettes.

The industry does this by:



### Using donations

and corporate social responsibility initiatives to manage and build its reputation.



### Creating

positive media coverage through its CSR activities.



### Using such initiatives

to gain credibility and create opportunities to develop new partnerships and meet with policymakers.



### Using CSR to attempt

to represent the industry as a "good corporate citizen," concerned about population welfare and the economy (even as it attempts to undermine the reputation of the public health community).

## DON DE RESPIRATEURS AU GOUVERNEMENT GREC POUR CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

En mars 2020, Philip Morris International, a été accusé d'un "coup de publicité honteux" après avoir fait don de respirateurs au gouvernement grec alors que les infections à coronavirus se multipliaient dans le pays. Un cadre du PMI a déclaré que la filiale grecque de la société, Papastratos, avait financé et acheté les respirateurs afin de contribuer à "aplatir la courbe". Stavros Drakoularakos, le directeur de la communication du PMI pour la Grèce, a tweeté la nouvelle et a déclaré qu'il était "très fier" de cette initiative, qu'il a décrite comme "la preuve de ce que la volonté et la collaboration entre tous les composants de la société peuvent aider à réaliser". Mais les faits prouvent que les fumeurs sont plus susceptibles de souffrir d'une forme grave de la maladie que les non-fumeurs.



**SÉNÉGAL**





# Cas d'Ingérence de l'Industrie du Tabac et Réponse de la Société Civile

## OPÉRATION DE CHARME AVEC UN PROJET SUR L'AUTONOMISATION DE LA FEMME

Au Sénégal, l'industrie du tabac a tenté d'empêcher le vote de la loi antitabac en procédant à une opération de charme auprès des populations avec le lancement de « Sénégal Niayes Project d'une valeur de 80 millions pour autonomiser 1000 femmes » en 2012 contraire à l'article 13, Alinéa 2 et 4 de la CCLAT relative à la publicité et au parrainage d'activités par l'industrie du tabac.

Philip Morris fait croire en son efficacité en matière de développement agricole à travers l'autonomisation des femmes. En rappel, l'industrie du tabac collecte chaque année plus de 55 milliards de francs CFA de recettes auprès des populations notamment des jeunes au Sénégal. De ces sommes, elle propose de ne reverser que 200.000 dollars, soit 95 millions de francs CFA à 1000 femmes. En procédant ainsi, l'industrie tente de sauver son image au sein de la population faisant croire qu'elle participe au développement économique et social.

La ligue sénégalaise contre le tabac (LISTAB) a dénoncé cette manœuvre de l'industrie du tabac en saisissant les autorités gouvernementales les appelant à une vigilance pour éviter qu'elles soient corrompues. Estimant que cette opération ne relève pas du sérieux compte tenu du montant dérisoire alloué aux femmes, LISTAB a soutenu que ce projet est une « violation flagrante d'un traité des Nation-unies » en travaillant d'arrache-pied avec le collectif des acteurs pour la lutte antitabac pour sa désapprobation. Tous les guides religieux ont été informés de cette manœuvre de l'industrie. Ces actions de l'industrie du tabac ne pourront pas prospérer dans le futur au Sénégal.

## ORGANISATION D'UN DINER DE DISSUASION À L'ENDROIT DES DÉPUTÉS POUR INFLUENCER LE VOTE SUR LA LOI ANTITABAC

Pour ralentir les efforts fournis par le Ministère de la Santé et les acteurs de la lutte contre le tabac notamment la société civile au Sénégal, l'industrie du tabac a organisé un dîner avec les jeunes parlementaires en 2014.

Cette invitation au dîner de Philip Morris Manufacturing Sénégal à l'endroit des députés visait à les dissuader ou rendre impossible le vote sur la loi contre le tabac à l'unanimité. Cette rencontre a enregistré la présence de certains députés. Ce qui a permis aux membres et dirigeants de la firme du tabac de faire le plaidoyer pour un refus catégorique de voter toutes les dispositions de la loi car les députés à cette époque ne disposaient pas du contenu de la loi.

Pour le Ministère, cette stratégie utilisée par l'industrie du tabac est une violation de l'article 5.3 de la Convention Cadre de l'OMS pour la lutte contre le tabac que le Sénégal a ratifié depuis février 2005. Ainsi, des correspondances ont été adressées à la tutelle et à la Primature pour attirer leur attention par rapport à cette forme d'ingérence qui peut enfreindre le vote de la loi à l'unanimité par les parlementaires.

La LISTAB a également organisé des ateliers de sensibilisation et de plaidoyer à l'endroit des députés pour les mettre devant leurs responsabilités. De ce fait, un engagement total a été pris par tous les députés présents à ces rencontres pour la préservation des générations actuelles et futures de la République du Sénégal.

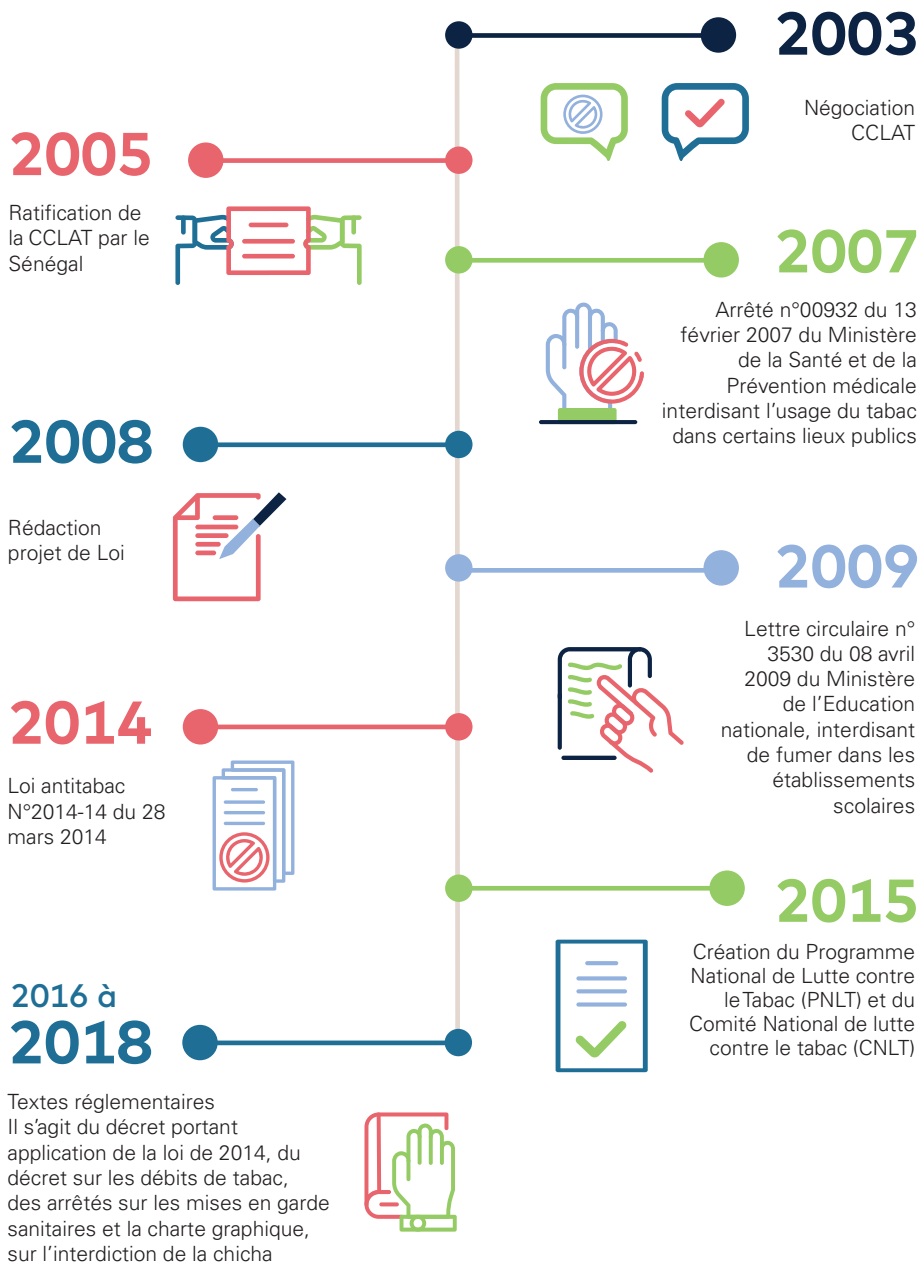
## INAUGURATION D'UNE USINE DE PRODUCTION DU TABAC : L'ACTION DU GOUVERNEMENT LORS DE LA CÉRÉMONIE FUSTIGÉE PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le 07 octobre 2009, le groupe Philip Morris International (PMI) a ouvert une unité de production au Sénégal. L'inauguration de cette nouvelle usine de tabac destinée au marché sénégalais, et à l'exportation dans la sous-région ou dans d'autres pays africains s'est déroulée au siège de la société, par le Premier ministre de l'époque Souleymane Ndéné NDIAYE et d'autres membres du gouvernement.

Le Premier ministre accueilli, à son arrivée, par l'équipe de Philip Morris Manufacturing Sénégal (PPMSN/PMI) a félicité le Directeur de la société au Sénégal pour la réalisation de cet investissement. Il s'en est suivi la coupure du ruban et la découverte de la plaque avant la visite de l'usine par l'autorité accompagnée de son équipe. Les premiers responsables de la manufacture s'étaient réjouis très fortement de la présence des membres du Gouvernement et avaient promis de réaliser des actions pour renforcer la Responsabilité Sociale de l'entreprise.

La société civile a fustigé cette action du Gouvernement et l'a considéré comme un recul dans la promotion de la santé et une ouverture pour l'industrie vers un marché de 700 millions de consommateurs. La présence du Premier ministre dans les locaux de Philip Morris Manufacturing, lors cette cérémonie est un mépris pour la santé, et un intérêt grandiose accordé à l'argent et au profit au détriment de la santé des populations, particulièrement des jeunes, principaux acteurs de développement économique, social et culturel. Le comportement du Premier ministre est contraire à la promotion de la santé qui constitue une composante capitale de l'indice de développement humain.

# FEUILLE DE ROUTE DE L'ADOPTION/ DOMESTICATION DE LA CCLAT





L'Alliance pour le Contrôle du Tabac en Afrique (ACTA) et la Ligue Sénégalaise contre le tabac (LISTAB) remercient chaleureusement la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) pour son soutien à la coordination du suivi et de la réponse de l'industrie du tabac au Sénégal.

Novembre 2020